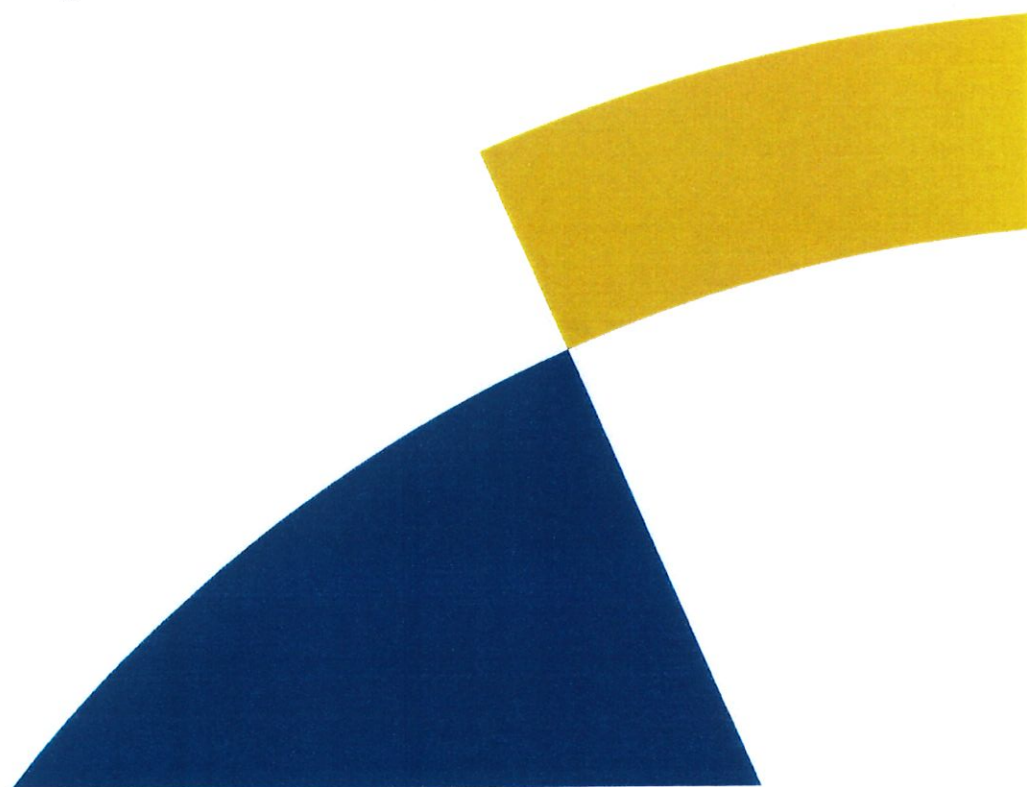


COMITE D'ACCUEIL CREUSOIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2023)

Aux membres
COMITE D'ACCUEIL CREUSOIS
5 rue de Londres
23000 Guéret

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE D'ACCUEIL CREUSOIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la remarque mentionnée au §3.2.1 de l'annexe des comptes annuels concernant l'affectation des résultats de deux établissements sous gestion contrôlée.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges le 12 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Gilles NOYER - Associé



COMITE ACCUEIL CREUSOIS

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	58 200		58 200	58 200
Actif circulant	Constructions	806 245	476 648	329 596	339 617
	Inst. techniques, mat.out.industriels	395 767	313 816	81 950	95 608
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	1 260 213	790 465	469 747	493 426
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières %				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	6 622		6 622	8 106
	TOTAL	6 622		6 622	8 106
	Total I	1 266 836	790 465	476 370	501 532
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	125 298	13 221	112 077	135 136
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	397 395		397 395	191 079
	TOTAL	522 694	13 221	509 472	326 216
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 528 659		1 528 659	1 808 594
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	10 285		10 285	11 638
	TOTAL II	2 061 640	13 221	2 048 418	2 146 449
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	3 328 476	803 686	2 524 789	2 647 981
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

COMITE ACCUEIL CREUSOIS

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	140 261	162 426
	Fonds propres complémentaires	22 165	
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	60 457	60 457
	Réserves pour projet de l'entité	645 007	660 359
	Autres		
	Report à nouveau	267 242	502 922
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-310 966	-251 031
	Situation nette (sous-total)	824 167	1 135 134
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	1 285	1 285
	Total I	825 453	1 136 419
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	195 520	148 265
	Total II	195 520	148 265
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total III		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	307 773	330 871
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	7 459	7 396
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	443 793	442 308
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	699 612	501 505
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	188	5 056
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	44 987	76 157
	Total IV	1 503 815	1 363 296
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	2 524 789	2 647 981
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

COMITE ACCUEIL CREUSOIS

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	87 688	42 079
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	378 833	353 646
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 693 876	3 207 795
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 324	1 040
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 483	279
	Utilisations des fonds dédiés	23 458	300 646
	Autres produits	988 836	991 000
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	5 178 499	4 896 487
	Achats de marchandises		5 793
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 710 051	1 952 587
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	222 574	195 400
	Salaires et traitements	2 728 158	2 345 299
	Charges sociales	676 003	558 605
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	67 930	76 172
	Dotations aux provisions	13 221	
	Reports en fonds dédiés	70 713	32 343
	Autres charges	11 584	2 829
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	5 500 237	5 169 033
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-321 737	-272 545



COMITE ACCUEIL CREUSOIS

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 258	1 065
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 258	1 065
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 530	3 548
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	3 530	3 548
2. Résultat financier (III-IV)		-1 272	-2 482
3. Résultat courant avant Impôt (I-II+III-IV)		-323 009	-275 028
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	15 934 15 900	5 038 22 043
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	31 834	27 081
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 497 17 292	3 084
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	19 790	3 084
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		12 043	23 996
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		5 212 591	4 924 633
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		5 523 558	5 175 665
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-310 966	-251 031
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



1 Informations concernant l'association

1.1 Objet social et périmètre des activités

L'association a pour objet d'aider les personnes à recouvrer une autonomie personnelle et sociale. Elle se donne 4 missions d'ordre public auprès des personnes en détresse :

- L'accueil et l'orientation, notamment en urgence
- L'hébergement ou le logement, individuel ou collectif
- Le soutien et l'accompagnement social
- L'adaptation à la vie active et à l'insertion sociale et professionnelle, en particulier par l'activité économique

Et aussi une mission d'information et d'alerte sur les phénomènes de l'exclusion et de la pauvreté.

Les différents établissements de l'Association sont les suivants :

- CHRS, SIAO, 115
- Foyer Creusois (portant divers dispositifs)
- Banque de meubles (chantiers d'insertion)
- CADA
- CAC Logement
- CPH
- HUDA

1.2 Moyens mis en œuvre

L'Association s'est organisée en pôles :

- Migrants
- Hébergement d'urgence et insertion
- Insertion par l'Activité Economique

Elle sollicite des financements auprès de l'Etat, des Collectivités locales et de l'Europe pour mener à bien ses missions.



2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evénements principaux de l'exercice

La loi du 22 avril 2024 (n° 2024-364) dispose que les salariés en arrêt de travail en raison d'accident ou de maladie ordinaire sont en droit d'acquérir des congés payés.

Cette nouvelle disposition est applicable dès l'exercice 2023, avec un effet rétroactif au 1er décembre 2009 pour les salariés encore présents dans la structure et selon les règles de prescription du droit du travail pour les salariés partis.

L'association ne disposant pas des ressources nécessaires pour calculer de manière précise l'impact de la rétroactivité dans ses comptes, aucune provision n'a été constatée au cours de l'exercice 2023.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

L'arrêté du ministère du travail, de la santé et des solidarités du 5 août 2024 portant extension d'un accord conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, s'applique au Comité d'accueil creusois.

Il se traduit par le versement d'un montant de 238 euros par mois pour un salarié éligible à temps plein et de manière rétroactive au 1er janvier 2024. A ce jour, l'impact exact de cette mesure et de son financement dans les comptes 2024 de l'association reste à préciser

2.3 Principes, règles et méthodes comptables

2.3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.



2.3.2 Méthode Comptable

2.3.2.1 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

2.3.2.2 Changements des méthodes comptables et impacts sur les comptes annuels

2.3.2.2.1 Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement 2018-06, les contributions volontaires ont été recensées. Il n'a pas été identifié de contributions volontaires en nature.



3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-			
Immobilisations corporelles	1 220 513,32	59 386,66	19 686,76	1 260 213,22
Immobilisations financières	8 106,14	674,44	2 157,64	6 622,94
TOTAL	1 228 619,46	60 061,10	21 844,40	1 266 836,16

3.1.1.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont représentés par :

- Agencements des constructions : 34 163
- Matériel de transport : 14 400
- Matériel de bureau et mobilier : 10 823

Les principales diminutions correspondent :

- Installations techniques : 2 352
- Matériel de transport : 17 335



3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-			
Immobilisations corporelles	727 086,91	67 930,11	4 551,47	790 465,55
Immobilisations financières	-			
TOTAL	727 086,91	67 930,11	4 551,47	790 465,55

3.1.2.1 Méthode d'amortissement immobilisations incorporelles

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels		

3.1.2.2 Méthode d'amortissement immobilisations corporelles

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions		
Installations techniques,	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels		
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 8 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 8 ans



3.1.3 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisées de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	1 753,75
Prêts	
Dépôts et cautionnements	4 869,19

3.1.4 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances moins d'1an	Echéances à plus d'1an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres	6 622,94 €		6 622,94 €
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	125 298,86 €	125 298,86 €	
Autres	397 395,43 €	397 395,43 €	
Charges constatées d'avance	10 285,94 €	10 285,94 €	
TOTAL	539 603,17 €	532 980,23 €	6 622,94 €
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours			

3.1.5 Produits à recevoir

- Subventions et concours publics : 248 142 €
- Aides à l'emploi, formation, indemnités journalières : 144 252 €



3.1.6 Charges constatées d'avance

- Loyers : 5 522 €
- Assurances : 1 436 €
- Téléphone : 508 €
- Divers : 2 821 €

3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatif sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires	162 426,91 €		22 165,72 €	140 261,19 €
Fonds propres complémentaires		22 165,72 €		22 165,72 €
Fonds associatifs sans droits de reprise				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Apports				
Legs et donations				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserve pour projet de l'entité	60 457,28 €			60 457,28 €
Réserves	660 359,21 €	90 744,75 €	106 096,80 €	645 007,16 €
dont réserves des activités sous gestion contrôlée	660 359,21 €	- €	106 096,80 €	554 262,41 €
Report à nouveau	502 922,84 €	71 684,59 €	307 364,67 €	267 242,76 €
dont report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	- 8 285,88 €	62 278,37 €	88 507,06 €	- 34 514,57 €
Excédents ou déficits	- 251 031,93 €	364 113,83 €	424 048,18 €	- 310 966,28 €
dont résultat des activités sous gestion contrôlée	- 132 325,49 €	155 090,38 €	85 302,76 €	- 62 537,87 €

En l'absence de retour des autorités de tarification concernant les établissements CADA et CPH, les résultats sont affectés selon les comptes administratifs déposés. Il a été



néanmoins pris contact avec les financeurs pour validation de ce principe, ce qu'ils ont accepté.

3.2.2 Détermination du résultat effectif et administratif

Libellé	Résultat comptable	Reprise résultat affecté à la réduction des charges d'exploitation	Reprise de déficit antérieur	Résultat effectif	Compensation des charges d'amortissement	Reprise résultat affecté au financement des mesures d'exploitation	Résultat compte administratif	Dont var.congés à payer
CHRS	- 80 648,69 €						-80 648,69 €	- 2 545,00 €
CADA	- 2 798,07 €						- 2 798,07 €	5 121,00 €
CPH	20 908,89 €						20 908,89 €	- 457,00 €
Total établissement sous gestion contrôlée	- 62 537,87 €	- €	- €	- €	- €	- €	-62 537,87 €	2 119,00 €
Banque de meubles	- 95 631,93 €							
Foyer	- 15 646,23 €							
HUDA	- 69 095,39 €							
CAC Logement	- 5 995,22 €							
Co'ordi	- 16 341,95 €							
Association	15,31 €							
Consolidation	- 45 733,00 €							
Total activité sous gestion propres	-248 428,41 €							
TOTAL	-310 966,28 €	- €	- €	- €	- €	- €	-62 537,87 €	2 119,00 €

3.2.3 Subventions d'investissements

Subvention d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	- €	- €	- €	- €
Quote-parts virées au résul	- €	- €	- €	- €
Montant net en fonds propr	- €	- €	- €	- €



3.2.4 Provisions règlementées

Situation de mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provision au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif immobilisé	1 285,78 €			1 285,78 €
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif circulant				

3.2.5 Provisions pour risques et charges

Situation de mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provision au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire				
TOTAL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €



3.2.6 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
I. D. R.		113 252	113 252
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

— Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation : 3.1%
- Taux de turnover faible
- Taux de charges sociales : 40%



3.2.7 Fonds dédiés – Tableaux de suivi

3.2.7.1 Subventions de fonctionnement affectées

Libellés	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice => (7894)	Utilisation en cours d'exercice => remboursement	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
	(2)	A	B		C	D=A-B+C
Foyer Intermede		-				-
Foyer Maraudes 2020		36 358,00				36 358,00
Foyer Maraudes 2021	84 500,00	51 292,81				51 292,81
Foyer Maraudes 2022	94 383,00	32 343,00				32 343,00
Foyers auteurs de VC						-
HEBERGEMENT						
URGENCE 2023	9 694,00				9 694,00	9 694,00
INTERMEDE/FVVC 2023	27 344,00				27 344,00	27 344,00
MARAUDES 2023	33 675,00				33 675,00	33 675,00
Foyer CPOM CHRS		4 813,54				4 813,54
Hotels						-
Appartements violences						-
CAC Logement		-				-
CADA		-				-
CPH		-				-
HUDA		-				-
HUDA 2021						-
CPH acc BPI	35 000,00	23 458,00	23 458,00			-
BM co-ordi CD						-
Hebergement urgence						-
TOTAL	284 596,00	148 265,35	23 458,00	-	70 713,00	195 520,35
Dont fonds dédiés liés à des Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires des ESSMS						4 813,54

Un accord de principe de la part des financeurs a été obtenu pour le report des fonds non utilisés pour les maraudes.



3.2.7.2 Dons manuels, legs et donations affectées

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à engager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897) B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897) C	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19) D=A-B+C
Ressources	(2)				
- Dons manuels					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
- Legs et donations					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

(1) A regrouper le cas échéant.

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des ressources provenant de la générosité publique affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice en cours.

3.2.8 Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances		
		A moins d'1 an	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 2 ans au maximum à l'origine	107,00 €	107,00 €		
à plus de 2 ans à l'origine	307 666,00 €	23 319,00 €	89 513 €	194 834 €
Emprunts et dettes financières divers (2)	7 459,00 €	7 459,00 €		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	443 793,00 €	443 793,00 €		
Dettes fiscales et sociales	699 612,00 €	699 612,00 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	188,00 €	188,00 €		
Produits constatés d'avance	44 987,00 €	44 987,00 €		
TOTAL	1 503 812,00 €	1 219 465,00 €	89 513 €	194 834 €
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	23 061,00 €			

(b) non compris avances et arçptes reçus sur commandes en cours



3.2.9 Produits constatés d'avance

- Subventions cartographie : 21 042 €
- Aides postes chantiers d'insertion : 23 946 €

3.2.10 Charges à payer

- Provisions pour congés à payer : 209 355 €
- Factures non parvenues : 83 478 €
- Provision pour salaires à payer : 124 996€



4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	466 521,25
Subventions et concours publics	3 693 876,36
Contributions financières	1 324,50
Reprises s/provisions et transferts de charges	4 483,28
Utilisation des fonds dédiés	23 458,00
Autres produits	988 836,02
Total	5 178 499,41

Les subventions et concours publics proviennent des financeurs suivants :

- Etat
- Région
- Conseil Départemental
- Europe (FSE)

4.2 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

NEANT

4.3 Ventilation de l'effectif au 31/12/2023

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Non cadres	48	
CDD-CDDI	52	
TOTAL	108	



4.4 Application de la loi 2006-586 du 23 mai 2006

Montant global des rémunérations visées à l'article 20 de la loi du 23 mai : 112 995€

4.5 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
TOTAL		-



5 Autres informations

5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	20 296	
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal		
Honoraires totaux	20 296	

5.2 Suretés réelles accordées

Inscription de privilège de prêteur de deniers sans concurrence, à hauteur de 250 000 € en principal plus intérêts sur l'ensemble immobilier sis à Guéret 14 bis avenue Pasteur, cadastré section AX N°110 pour une superficie de 3036 m2, objet du financement de 270 000 € réalisé par le Crédit Coopératif le 02/11/2020.

